

Le PNR et la gravité de la situation politique du moment.

Le PNR exprime son point de vue sur la gravité de la situation politique du moment. Situation que Emmanuel Macron entend régler par une "grande concertation" de trois mois ! Excluant tout préalable indispensable à toute négociation sérieuse E. Macron ajoute qu'il ne reculera jamais. On ne voit pas, dans ces conditions, à quoi pourrait bien servir une telle concertation ! Arguant qu'une partie des mesures envisagées, comme l'augmentation des carburants, (présumée faire baisser significativement la consommation des hydrocarbures et par voie de conséquence faire baisser la pollution), est essentielle à la préservation du climat.

Pourtant, sur ce point précis, l'argument est battu en brèche par nombre de scientifiques. Tel le professeur François Gervais, directeur de recherche au CNRS, qui vient de publier un livre explosif intitulé "L'urgence climatique est un leurre". Livre qui vient à point nommé avec la nouvelle lubie présidentielle qu'est la création d'un "Haut Conseil sur le climat". Le professeur François Gervais, qui a consacré sa vie aux problèmes engendrés par l'écologie, démontre, point par point, que le réchauffement climatique qui entraîne cette transition écologique est l'arnaque du XXI^e siècle, une véritable intoxic. Il affirme que la pollution a grandement diminué et que le climat change tous les trente ans. En 1945, par exemple, lorsque les émissions de gaz carbonique (CO₂) se sont accélérées, la température a baissé pendant trente ans... pour remonter de 0,4 %.

Il est un fait avéré, écrit-il, que le CO₂ est indispensable à la végétation sans lequel la planète mourrait. Il précise que le CO₂, cause première de la hausse des taxes, est passé de 0,03 % à 0,04 % en un siècle sur la planète terre, ce qui a permis aux récoltes et à la biomasse végétale d'augmenter de 20 %, conduisant, selon un expert américain, à un gain de trois mille milliards d'euros.

Un autre chiffre relevé par François Gervais : « Si l'on réduit de 20 % le CO₂ d'ici 2020, on éviterait à la planète de se réchauffer de moins de 1 millième de degré pour un coût exorbitant puisqu'au niveau de l'Europe, il s'agit de 20 % du budget européen. »

Si, donc, la transition énergétique est nécessaire, car les ressources fossiles ne sont pas inépuisables, il faut travailler sur l'énergie de substitution et faire le contraire de ce que notre président préconise, lui qui veut des moyens intermittents comme l'énergie solaire ou l'éolien qui ne produisent de l'énergie que s'il y a du soleil et du vent !

Alors, oui, la COP21 ne sert à rien. Selon le MIT, en 2100, on pourrait gagner 0,2 °C si tous les pays signataires respectaient les objectifs de la COP. Alors que l'on constate que, grâce au CO₂, en 33 ans, la planète verte s'est agrandie de 18 millions de km². Elle a reverdi !

Il faut donc, selon ce professeur, et ce dont nous ne pouvons qu'être d'accord, développer des énergies nouvelles renouvelables non intermittentes, comme les microalgues qui, à partir de CO₂ récupéré, par exemple, auprès de cimenteries voisines, permettent de refabriquer un carburant. Comme, aussi, la fusion nucléaire qui, avec le projet ITER, en construction depuis 2010 à Saint-Paul-lez-Durance, permettra d'utiliser sur terre la même énergie que celle qui alimente les étoiles.

Alors, le prétexte des taxes est fallacieux. Car la pollution atmosphérique du CO₂ n'a aucune influence mesurable sur le climat. Le professeur Gervais est formel.

Si, la hausse des taxes sur les carburants est bien l'élément déclenchant de ce début de révolte, cette goutte d'eau, qui vient de faire déborder le vase de notre mécontentement, ne doit pas occulter d'autres raisons tout aussi légitimes. Ainsi, les mesures autoritaires récemment prises par notre gouvernement, et ses affidés parlementaires : renforcement des contrôles techniques automobiles, limitation de la vitesse à 80 km/h sur les nationales, "spoliation" de nos véhicules diesel,

PV de 90 € pour dépassement des vitesses de 1 km/h, augmentation draconienne des pénalités de retard de paiement pour dépassement de stationnement, renforcement des répressions, atteinte à nos libertés individuelles... sont, sans aucun doute, responsables de cet état quasi insurrectionnel que nous connaissons actuellement et dont nous ne savons pas, face à l'intransigeance et à l'arrogance d'un Emmanuel Macron, jusqu'à où cela peut nous conduire !

Mais, de cela, que peut bien comprendre cet homme jeune, imbu de sa personne, qui, à 35 ans, gagnait déjà un million d'euros de salaire, grâce à un poste prestigieux à la banque Rothschild ?

Alors oui, il y a du désordre en France, mais force est de constater que ce désordre est prioritairement imputable à Emmanuel Macron qui se refuse à entendre le profond mécontentement populaire ! Quant aux violences que nous ne pouvons que déplorer, de récents événements ne peuvent, hélas, que confirmer que les manifestations exclusivement pacifiques n'ont que peu d'effets sur les exigences revendicatives ! Faut-il citer, à titre d'exemple, l'immense manifestation pacifique de la "Manif pour tous", qui en réunissant pacifiquement plus d'un million de personnes dans la capitale, n'a reçu aucun égard de la part du gouvernement, alors même que les manifestations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont, elles, obtenu par la violence ce que même un référendum local avait majoritairement désapprouvé !

Pour notre part, à l'heure présente, nous considérons que la meilleure solution pour sortir de cette grave crise sociale est d'ordre politique. La dissolution de l'Assemblée nationale, afin que le peuple puisse s'exprimer pacifiquement, s'impose sans attendre. C'est à ce seul prix, que la paix sociale sera retrouvée.

(édité le 3 décembre 2018)